

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2010

déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 24 octobre 2011
sous le numéro D.11-0274-A01

Eléments financiers au 30 juin 2011

Le présent document (l'"**Actualisation du Document de Référence 2010**") a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 24 octobre 2011 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 11 avril 2011 sous le numéro D.11-0274 (le "**Document de Référence 2010**"). Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Des exemplaires de l'Actualisation du Document de Référence 2010 sont disponibles sans frais auprès du Crédit Coopératif, au siège administratif provisoire : 72 avenue de la Liberté, 92000 Nanterre, sur son site internet (<http://www.credit-cooperatif.coop/informations-financieres/information-reglementee/>) ainsi que sur celui de l'AMF (www.amf-france.org). Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

SOMMAIRE

I - Rapport d'activité au 30 juin 2011	page 3
II - Comptes consolidés du Groupe Crédit Coopératif au 30 juin 2011	page 12
III - Extraits des comptes sociaux au 30 juin 2011	page 37
IV - Rapport des Commissaires aux Comptes	page 42
V - Informations complémentaires	page 43
VI - Table de concordance	page 44
VII - Personne responsable de l'Actualisation du Document de Référence et du contrôle des comptes	page 45

Rapport d'activité au 30 juin 2011

1. EVOLUTION COMMERCIALE

Au premier semestre 2011, l'activité commerciale du groupe a continué de progresser de façon extrêmement soutenue sur l'ensemble des compartiments de la collecte bilancielle (+13.2%) et des emplois (+10,7%).

Après une année 2010 de forte augmentation, la croissance des dépôts à vue et de l'épargne s'est encore accélérée, pour atteindre respectivement 13,7 % et 22,1 % en moyenne sur le premier semestre 2011, tandis que les dépôts à terme, encore en recul au premier semestre 2010, ont, depuis lors, renoué avec la croissance (+6,8 %). Par ailleurs les encours d'OPCVM, après la période de contraction qu'ils ont enregistrée depuis juin 2009, ont retrouvé une évolution positive depuis le début de l'année, qui limite à 11,4 % leur repli sur le premier semestre 2011, et conduit ainsi à une stabilité de la collecte globale.

Dans le domaine des emplois, l'accentuation du rythme de progression est manifeste, aussi bien pour ce qui concerne les concours court terme (+4%) et spécialement le portefeuille (+7%), que les crédits confirmés (+2,2 %) et les crédits à moyen et long terme (+11,6 %), qui demeurent le moteur du développement des emplois, en liaison avec une très vive augmentation de la production : atteignant près d'un milliard au 30 Juin 2011, les décaissements de nouveaux prêts amortissables s'accroissent ainsi de 43,5% par rapport au 30 Juin 2010, sous l'effet d'une forte demande tant des entreprises que des associations et organismes d'intérêt général.

Enfin, dans un marché en repli, la décélération qui affecte les engagements par signature depuis maintenant plus de deux ans semble avoir atteint son point bas en janvier 2011, les mois suivants se caractérisant par de meilleures performances (+0,9 % au titre du premier semestre 2011).

2. EVOLUTION DES MARCHES FINANCIERS

Rarement, un début d'année aura accumulé autant de chocs successifs. Parti de la Tunisie, le « Printemps Arabe » s'est propagé comme une traînée de poudre à l'ensemble de la sous-région. En écho à cette agitation sociale, les cours du pétrole, déjà soutenus par la mise en place d'un nouvel assouplissement monétaire aux Etats-Unis ont flambé, passant de 85 à près de 130 dollars le baril. En fin de semestre, une certaine correction s'est produite (mise sur le marché de stocks stratégiques par les pays de l'AIE) mais elle reste insuffisante. Avant la crise des marchés d'août, le pétrole demeurait cher, ce qui constituait déjà une menace sur l'activité mondiale.

D'autres risques sont venus assombrir ce tableau :

- Un terrible tremblement de terre est venu frapper le Japon, la seconde puissance économique mondiale. Si les conséquences industrielles de cette catastrophe devraient être de court terme, le scénario d'une durée plus longue de sa répercussion n'est pas du tout à écarter.
- Les inquiétudes sur les difficultés de financement rencontrées par les pays périphériques d'Europe ont refait surface. Dans le même temps, les autres pays se sont imposés des cures d'austérité pour mettre fin à la spirale de l'endettement public tandis que la Banque centrale européenne (BCE) mettait un terme au statu quo monétaire en vigueur depuis plus de 2 ans.
- Aux Etats-Unis, la croissance a clairement marqué le pas au premier trimestre 2011 (1,9% contre 3,1% en rythme annualisé au 4ème trimestre 2010) et au deuxième trimestre 2011 (1,1 %) du fait de l'affaiblissement de la demande interne. Par ailleurs, le bras de fer politique entre la Maison Blanche et la nouvelle majorité Républicaine au Congrès concernant le relèvement du plafond de l'endettement est venu ajouter de la confusion, si bien que des agences de notation ont placé sous surveillance négative la notation souveraine de la première puissance économique mondiale.

La conjonction de ces facteurs a provoqué au mois d'août 2011 un effondrement boursier et une baisse des taux d'intérêt d'une ampleur inédite et si quelques signes de stabilisation semblent apparaître depuis les derniers jours du mois, il est difficile d'évaluer à ce stade les changements économiques durables que cette crise peut provoquer. En tout état de cause, l'assainissement des politiques budgétaires devrait continuer de peser sur l'activité aux Etats-Unis comme dans les Etats les plus endettés de la zone euro.

C'est toute la question du deuxième semestre, pour lequel toutefois les motifs d'optimisme ne manquent pas :

- un niveau de taux d'intérêt exceptionnellement bas aux Etats-Unis et dans la zone euro (hors pays périphériques);

- un engagement de la Fed de laisser inchangés les taux directeurs jusqu'en 2013, sauf évènement exceptionnel
- un cours de change du \$ historiquement bas en termes réels ;
- une situation financière des entreprises cotées très prospère ;
- des autorités monétaires et politiques très réactives ;
- une crise qui reste, pour le moment, essentiellement financière.

On assiste en effet à un fort contraste entre la situation très agitée des marchés financiers et les perspectives perçues en France par les chefs d'entreprise.

Perspectives France- PME

Le dernier baromètre de mai 2011 des PME réalisé par le Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables montre des PME plutôt satisfaites de leur situation actuelle et dont les perspectives se stabilisent. Cependant les principaux indicateurs de gestion, notamment la situation du carnet de commandes de la trésorerie et de la rentabilité, restent en retrait par rapport à l'avant-crise. L'emploi dans les PME retrouve, quant à lui, des niveaux équivalents à 2007.

L'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment de juillet 2011 indique que le climat conjoncturel reste stable et que l'activité s'est améliorée sur la période récente. Le solde d'opinion reste ainsi bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

3. ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS

Par rapport au 30 juin 2010, le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Coopératif a connu les évolutions suivantes :

- au 31/12/2010, l'intégration globale de la SAS Financière de CHAMPLAIN et de ESFIN Gestion SA ;
- au 30/06/2011, la mise en équivalence de France Active Garantie (FAG) et de la Caisse de Développement de la Corse (CADEC).

Pour autant, c'est bien le Crédit Coopératif et ses filiales qui sont à l'origine de l'essentiel des résultats du groupe et leur évolution fait donc l'objet d'une analyse détaillée, à laquelle sont consacrés les commentaires qui suivent.

Le **Produit Net Bancaire** (199,5 M€ au 30 Juin 2011) enregistre une progression satisfaisante (+ 6,2 %), portée par les excellentes performances commerciales du premier semestre 2011.

Ce bon développement de l'activité ne se retrouve toutefois qu'en partie dans la progression du PNB courant, qui s'avère plus modérée, tant en ce qui concerne la marge d'intérêts que les commissions nettes.

En effet en raison de la baisse des taux longs au cours des dernières années (200 points de base depuis 2008), on assiste à une érosion des taux de marge de la nouvelle activité de crédits amortissables financés à taux fixe, par les dépôts à vue notamment.

Par ailleurs en liaison avec la baisse des souscriptions d'OPCVM, la réduction des perceptions encaissées au titre de la gestion pour compte de tiers continue de peser sur l'accroissement des commissions.

En revanche, le premier semestre 2011 bénéficie de produits complémentaires liés à l'intégration, depuis cette année, de la SAS Financière de CHAMPLAIN et d'ESFIN Gestion SA, ainsi que d'une hausse importante de gains hors exploitation courante : dividendes, plus-values de cession, retraitement IFRS d'opérations financières, qui contribuent à majorer la progression du PNB.

Les **Charges de Personnel** s'élèvent à 85,9 M€ contre 80,5 M€ au 30 Juin 2010, soit un accroissement de 6,6 %, plus limité que ne l'envisageait le budget et essentiellement lié aux effets report des décisions prises en 2010.

Les **Autres Frais de Gestion**, 62,2 M€ (y compris les dotations aux amortissements) contre 57,8 M€ en 2010, connaissent en revanche une progression de 7,6 % liée à l'augmentation de diverses contributions réglementaires et à la mise en œuvre d'une politique d'investissement dans le cadre d'un programme de modernisation de l'outil de production.

Au total les **Frais Généraux** s'élèvent à 148,1 M€, contre 138,3 M€ en 2010, soit une croissance de 7 %. Ce niveau élevé manifeste la volonté du Groupe Crédit Coopératif, malgré un environnement difficile, de continuer à investir dans ses outils

de production et, par ailleurs, la charge de nouvelles contributions réglementaires obligatoires. Hors impact de la taxe systémique bancaire, leur progression est limitée à 5,9 %.

Le coefficient d'exploitation s'établit à 74,2 %.

En définitive le **Résultat Brut d'Exploitation** s'élève à 51,5 M€, en progression de près de 4 %.

Par ailleurs, dans la continuité du retournement de tendance observé à compter de fin 2010, le coût du risque atteint 14,4 M€, en réduction de près de 18 M€.

Enfin l'entrée de la CADEC dans le périmètre de consolidation conduit à comptabiliser un produit de 1,5 M€ au titre de l'écart positif existant entre le prix d'acquisition de cette participation et la valorisation de la situation nette.

Après impôt et déduction des intérêts minoritaires, le **Résultat Net**, part du Groupe s'établit au final à 25,1 M€ contre 10,2 M€ au 30 Juin 2010.

4. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE 2nd SEMESTRE 2010

a) Risques de crédit

Le coût du risque au premier semestre 2011 s'est fortement atténué par rapport à celui constaté durant les deux dernières années.

Cette situation est à nuancer :

- Le niveau d'activité des entreprises reste en retrait par rapport à leur situation avant la crise, et ne leur permet pas de retrouver les niveaux de rentabilité constatés jusqu'en septembre 2008.

En conséquence, celles qui portent un service de la dette élevé restent exposées et nécessitent parfois la constitution de provisions.

- Néanmoins, les restructurations d'endettement, souvent avec l'appui d'Oséo, et ou, parfois le redressement de leur activité, ont permis de pérenniser la situation d'entreprises en difficulté qui avaient fait l'objet de provisionnement entre 2008 et 2010, de telle sorte que des reprises de provisions sont possibles.

Dans ce contexte, le second semestre 2011 reste incertain et conditionné à une reprise économique plus sensible que celle constatée actuellement.

L'activité de gestion des risques de crédit allie à la fois le soutien de nos clientèles historique et un suivi attentif dans l'octroi de crédit.

Ceci se traduit au niveau de la politique des risques par une définition de la cartographie des limites.

La Direction des Risques de Crédit s'appuie sur un dispositif de suivi des dossiers exploitant d'une part la notation Bâle II et le cas échéant les événements de défauts internes ou en provenance d'autres Banques Populaires, et d'autre part, les informations issues des outils d'alerte internes de détection des difficultés.

b) Risques de marché

Exposition aux risques de marché

Compte tenu de la persistance des incertitudes relatives au risque souverain et, par extension, au système financier des Etats en difficulté, le Crédit Coopératif a continué au premier semestre 2011 à privilégier le secteur des grandes entreprises européennes pour le renouvellement de ses portefeuilles obligataires.

Si l'on exclut les refinancements aux filiales et associés du groupe Crédit Coopératif ainsi que les emplois à la BPCE ou aux autres établissements bancaires du groupe BPCE, l'exposition du Crédit Coopératif à fin juin 2011 sur les établissements bancaires est limitée à 237 M€ dont 54 M€ seulement porte sur des établissements bancaires situés en dehors de la France.

Le Crédit Coopératif n'a pas d'exposition sur la Grèce.

Les expositions au risque Actions et à la gestion alternative sont encadrées par un ensemble de limites, qui ont été réduites sur 2011 et qui ont été strictement respectées tout au long du premier semestre 2011.

L'exposition moyenne actions est inférieure à 2 M€ sur le premier semestre en réduction de 50% sur l'exposition 2010 qui était déjà faible. L'exposition moyenne à la gestion alternative en équivalent volatilité 4% est inférieure à 45 M€, en légère hausse.

Positionnement en matière de risques globaux de gestion de bilan

Les limites fixées au sein du Groupe BPCE ont été largement respectées.

Pour le risque d'évolution adverse des taux, des opérations de gestion active du bilan ont été menées au premier semestre pour réduire l'exposition à une hausse des taux (des taux courts plus particulièrement). Une translation à la hausse de 100 points de base par rapport au scénario central BPCE engendre à fin mars 2011, en vision dynamique, c'est-à-dire en intégrant les prévisions d'activité budgétaires, une baisse de 1.8 % de la marge d'intérêts sur la première année et une baisse quasi nulle la seconde année (l'effet de la hausse des taux longs venant compenser celui de la hausse des taux courts).

En termes de risque de liquidité, le montant des ressources à plus d'un an couvre au moins 97% de l'actif à plus d'un an. Ce niveau de couverture se vérifie également sur les 9 années suivantes.

Enfin, l'ensemble des établissements du Groupe Crédit Coopératif a présenté au premier semestre 2011 un coefficient de liquidité réglementaire supérieur à 100%. Plus précisément, l'établissement Crédit Coopératif, garant de la liquidité du groupe Crédit Coopératif, présente au 30/06/2011 un coefficient égal à 129%.

c) Risques Opérationnels

Les risques opérationnels comprennent, selon les textes officiels, les risques résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevée. Ils incluent les risques de fraude interne et externe. Au titre du calcul des exigences de fonds propres, le Groupe BPCE applique, pour le moment, la méthode standard Bâle 2.

Dans le cadre de la réglementation prudentielle Bâle 2, le Crédit Coopératif a mis en place, progressivement depuis 2005, un dispositif de gestion des risques opérationnels.

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité de l'établissement. Sa mesure et sa maîtrise relèvent directement de la responsabilité de chaque métier qui assure la déclaration des pertes et des incidents, l'identification et l'évaluation des risques ainsi que leur couverture. Cette gestion, suivie par chaque hiérarchie, est naturellement intégrée à leur programme de contrôle permanent. Le pilotage est assuré par une équipe dédiée, au sein de la Direction des Risques opérationnels, de la conformité et des contrôles. Elle s'appuie sur les Directions opérationnelles et leurs correspondants de contrôle permanent, au plus proche des métiers et de la connaissance des processus.

Le dispositif est ensuite supervisé par la Direction Générale, via le Comité des Risques faitier et le Comité Risques Opérationnels et Risques de non-Conformité à l'organisation remaniée en 2011.

Le système de mesure et de surveillance se fonde sur une méthodologie commune aux établissements du Groupe BPCE. En 2009, la BPCE a procédé à une refonte du référentiel des risques. La revue de la cartographie et des plans d'action effectuée en 2010 a intégré ces changements de méthode et a mis l'accent sur les risques majeurs (potentiels et/ou avérés) en application des directives du Groupe BPCE pour les activités privilégiées. La mise à jour se poursuit en 2011 sur la base des priorités validées par le Comité des Risques faitier du 27 mai 2011 avec le lancement de travaux auprès des back-offices de la filière crédit.

Le programme de déploiement de la fonctionnalité incidents, de l'outil de gestion des risques opérationnels ORIX, se poursuit en 2011. Des formations ont été dispensées au 1^{er} semestre 2011 auprès de la filière financier (front, back-office financier et Direction des Risques Financiers), de la filière Sécurité des Personnes et des Biens et auprès d'établissements du Groupe Crédit Coopératif (Batillease, NEF). Cette décentralisation s'inscrit dans la conduite du changement et de déploiement diffusée par BPCE au début de l'année 2011. La collecte va être élargie courant 2011 en termes d'impacts aux frais de gardiennage et de vidéo surveillance ainsi qu'aux provisions sur dossiers contentieux identifiés par le métier depuis 2007. Tous les incidents, quelle que soit la nature de leurs impacts (perte, manque à gagner, risque d'image ...) peuvent être déclarés, dès leur connaissance, et évalués au fil de l'eau.

De nouveaux chantiers conduits par BPCE depuis 2010, visant notamment à faire converger les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires, permettront de compléter le système d'information et de renforcer le dispositif de pilotage et de suivi des risques opérationnels. Ils se traduisent par la mise en production d'une nouvelle version d'ORIX (PARO) fixée au 3 novembre 2011 pour le Crédit Coopératif. Elle intègre de nouvelles fonctionnalités et de nouvelles normes tant pour la cartographie que pour les incidents.

Lutte anti-blanchiment

En matière de lutte anti-blanchiment et du financement du terrorisme, et du traitement des fraudes, une cellule est dédiée à ces seuls aspects. Elle a poursuivi l'adaptation du système de surveillance au contexte réglementaire et aux typologies de risques de la clientèle. Ainsi, au cours du premier semestre 2011, afin d'intégrer les changements de la réglementation correspondant à la mise en application de la troisième directive européenne en matière de lutte contre le blanchiment, les actions ont porté sur quatre axes :

- poursuite de la formation des collaborateurs du Groupe et des établissements associés,
- ajustement des modalités de surveillance permettant d'accroître la pertinence des alertes,
- ouverture d'un chantier de mise à jour des dossiers réglementaires clients,
- intégration dans le nouveau système d'informations de données LAB : dossier complet obligatoire pour l'entrée en relation, qualité de PPE, classification du client pour l'approche par les risques, date de revue, fonctionnement attendu du compte.

Le dispositif de surveillance repose sur deux niveaux : les agences qui maîtrisent avec la connaissance de la relation et l'équipe du siège qui s'assure de la qualité des contrôles réalisés en agence, qui analyse les doutes et les déclare éventuellement à TRACFIN.

Pour le premier semestre 2011, la cellule, a opéré le contrôle des opérations des clients pouvant être suspectes au regard de la réglementation et a participé au traitement des fraudes.

Parallèlement, elle a poursuivi la mise en application des nouvelles dispositions issues de l'ordonnance du 30 janvier 2009 et des textes d'application transposant en droit français la 3^{ème} Directive européenne.

En premier lieu, le contrôle des opérations a amené la cellule LAB /FT à déclarer auprès de TRACFIN, un nombre en augmentation, de déclarations de soupçon relatives à des opérations pouvant être suspectes au sens de la réglementation.

En deuxième lieu, les principales évolutions procédurales sont les suivantes :

- La mise en œuvre de l'approche par les risques.

La mise en œuvre des obligations de vigilance est modulée en fonction du degré d'exposition au risque de blanchiment ou de financement du terrorisme auquel le groupe CREDIT COOPERATIF est confronté. La cellule LAB a entrepris de classer les clients selon le niveau de risques qu'ils présentent, ceci, en tenant compte notamment de la classification définie par le législateur pour certains clients, produits/services, canal de distribution, conditions de transaction.

- La structuration de l'entrée en relation avec le client pour un meilleur profilage.

Le groupe CREDIT COOPERATIF doit intégrer dorénavant toutes les informations pertinentes relatives à l'objet et à la nature de la relation d'affaires avec ses clients (activité, surface financière, fonctionnement du compte prévisionnel etc.), ces éléments devant lui faciliter l'examen attentif des opérations en veillant à leur cohérence avec la connaissance actualisée des clients.

- L'actualisation des procédures internes compte tenu de l'évolution réglementaire.

Les procédures applicables à l'intention de l'ensemble du réseau et des services du siège ont été entièrement mises à jour au 30 juin 2010, conformément à la demande de l'Autorité de Contrôle Prudential.

- la mise à jour du questionnaire Anti-money laundering (AML) a été opérée, et mise en ligne sur le site international de bankers almanac.

En troisième lieu, il a été recensé près de 70 fraudes, principalement des chèques détournés et falsifiés, et des faux ordres de virements.

Si la plupart de ces derniers a pu être arrêtée grâce aux contrôles effectués par les agences, la connaissance tardive du caractère frauduleux des détournements de chèques a empêché que certains d'entre eux puissent être rejetés dans les délais, le montant de ces situations s'élève à 31 945€.

Plan de Continuité d'Activité (PCA)

Au cours du premier semestre 2011, le Groupe Crédit Coopératif n'a subi aucun sinistre nécessitant l'activation de son Plan de Continuité d'Activité et la mobilisation de ses Cellules de Crise.

Les principaux événements intervenus lors de ce premier semestre 2011 ont concerné essentiellement les processus de pilotage et de validation du PCA :

En matière de pilotage, le cadre de référence commun à toutes les entreprises du Groupe BPCE en matière de Continuité d'Activité a été adopté :

- validation le 24 mars 2011 par le Comité des risques faitier Groupe Crédit Coopératif de la Charte de Continuité d'Activité Groupe BPCE, document fondateur de la Politique de Continuité d'Activité Groupe BPCE qui définit les principes directeurs, enjeux, exigences, et responsabilité dans le cadre réglementaire applicables au Groupe Crédit Coopératif ;
- élaboration d'un référentiel de règles de Continuité d'Activité Groupe BPCE, traduction des exigences exprimées dans la Charte, en termes de règles de gouvernance et de règles opérationnelles. Ces règles, une fois validées par les instances ad hoc du Groupe BPCE et du Groupe Crédit Coopératif, constitueront un socle de règles en appui des contrôles permanents.

En matière de validation, plusieurs exercices ont été réalisés avec succès au second semestre 2010 et au premier semestre 2011 dont :

- le 23 novembre 2010 - un exercice visant à simuler l'indisponibilité des locaux du siège : plus de soixante collaborateurs représentant plus de quatre-vingt pourcents des activités critiques du Crédit Coopératif ont effectué leur production normale durant une journée sur le site de repli utilisateur;
- du 27 novembre au 11 décembre 2010 - un exercice visant à simuler l'indisponibilité du système d'information sur le site informatique principal : basculement et production informatique sur le site secondaire pendant quinze jours avec validation des nouvelles infrastructures suite à relocalisation de la salle du site informatique secondaire. Les Cellules de Crise du Crédit Coopératif ont été mobilisées à l'occasion de cet exercice ;
- les 16 et 17 mai 2011 – un exercice de repli impromptu visant à simuler l'indisponibilité des locaux du siège : interruption des activités de la salle des marchés et des backoffice financiers en milieu de journée pour reprise des activités sur le site de repli de Levallois l'après-midi. Parallèlement, le dispositif d'alertes des autres unités participant à des activités critiques a été déclenché pour les inviter à réaliser une journée de production sur le site de repli le lendemain.

Les principales actions prévues au second semestre 2011 concerneront principalement les processus d'actualisation, de validation et de contrôle du PCA :

- la campagne annuelle de maintien en condition opérationnelle (MCO) du Plan de Continuité d'Activité s'opérera lors du troisième trimestre 2011 pour les unités critiques, conformément aux procédures en usage ;
- le déroulement du plan d'exercices se poursuivra sur la fin d'année 2011 avec un exercice de repli utilisateurs dans le cadre du scénario d'indisponibilité des locaux concernant le repli des collaborateurs participants à des activités

de criticité moyenne, un exercice de basculement informatique sur le site informatique secondaire pour validation des nouveaux systèmes hébergeant les applications de production bancaire et un exercice de basculement de la téléphonie sur les équipements et lignes opérateurs du site secondaire informatique ;

- une analyse d'écart entre les règles du référentiel Groupe BPCE et les dispositifs en vigueur dans le Groupe Crédit Coopératif sera réalisée avec lancement d'un plan de mise en conformité le cas échéant.

L'année 2012 verra quant à elle, la mise en œuvre d'un plan de contrôle permanent élaboré sur la base des règles fournies par le référentiel Groupe BPCE.

Sécurité des Systèmes d'Information (SSI)

Événements intervenus au 1^{er} semestre 2011 :

Sécurité de la banque en ligne et des paiements CB sur Internet :

- extension de l'authentification renforcée par mot de passe à usage unique pour la banque en ligne, en commençant par les particuliers ;
- déploiement de la sécurisation des paiements CB sur Internet (norme 3DSecure) par saisie d'un mot de passe à usage unique.

Politique de Sécurité des SI Groupe (PSSI-G) :

- validation de la Charte SSI BPCE transposée pour le Crédit Coopératif, par le Comité des Risques Faïtier du 27 mai 2011
- validation par le Directoire BPCE du Référentiel de règles et instructions de la PSSI-Groupe, le 10 janvier 2011. Ce référentiel précise les règles, processus et procédures communs à respecter, traduisant les exigences exprimées dans la Charte.
- Evaluation à dire d'expert de la conformité du Crédit Coopératif aux règles du référentiel.

Sensibilisation à la sécurité des SI : 1^{ère} étape avec intervention lors de la journée d'accueil des nouveaux embauchés.

Audits de vulnérabilités sur nos infrastructures internet.

Principales actions prévues au 2nd semestre 2011 :

Politique de Sécurité des SI Groupe (PSSI-G) :

- Evaluation des coûts de mise en conformité et des risques de non respect des règles du référentiel.
- Préparation du plan d'action de mise en conformité

Habilitations : mise en production de la refonte des identités et habilitations : gestion des profils, des arrivées, mutations, départs du personnel

Sauvegardes et archivages : évolution de l'architecture pour renforcement de la sécurité

Sensibilisation à la sécurité des SI : préparation d'un plan de formation pour l'ensemble du personnel

Contrôle permanent : mise en place de contrôles formalisés relatifs à la SSI

d) Risques de non-conformité

Le suivi des risques de non-conformité est assuré par des équipes constituées à cet effet, composantes de la DIRECTION DES RISQUES OPERATIONNELS, DE LA CONFORMITE ET DES CONTROLES. A ce titre, elles mènent à la fois des actions de prévention et de contrôle, en toute indépendance des lignes métiers commerciales, financières et de production. Les deux fonctions réglementaires sont exercées sous la responsabilité de son directeur qui est :

- le Directeur de la Conformité, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de l'Autorité de Contrôle Prudentiel ;
- le Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de l'AMF.

Les actions portent sur la maîtrise du risque de non-conformité, défini comme « le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non-respect des dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de natures législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant ». L'Equipe de Conformité participe au maintien opérationnel des normes internes (règlement intérieur, code de déontologie).

Le périmètre d'intervention de la Conformité s'étend à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires régissant les activités bancaires et financières, à la loi Informatique et Liberté, et à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la fraude, ainsi qu'aux politiques définies par la Direction Générale.

Les actions de prévention se traduisent notamment par le suivi de la veille réglementaire, la mise en œuvre d'une procédure de validation des nouveaux produits, l'élaboration et le suivi d'une politique de gestion des conflits d'intérêt, le déploiement d'un plan de formation et de sensibilisation des collaborateurs. En outre, une procédure d'alerte déontologique permettant la centralisation des dysfonctionnements relevés dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et codes de déontologie, a été maintenue opérationnelle. Aucune alerte n'a été transmise au premier semestre 2011.

Les actions de surveillance se traduisent par des contrôles réguliers. Dans la pratique, la Conformité supervise contrôles de second niveau des différentes activités (unités du siège et réseau) par délégation des contrôles auprès du dispositif de contrôle permanent. Celui-ci comprend une cellule « Animation du Contrôle Permanent » en lien fonctionnel avec les correspondants de contrôle interne dans les lignes métiers du siège et une équipe de contrôleurs internes dénommée APIC pour les agences du réseau Crédit Coopératif. Concernant les contrôles liés au respect des normes déontologiques, ils sont effectués en direct par l'Equipe Conformité.

Pour l'année 2011, la Conformité participe à la finalisation du chantier de mise en application de la Directive sur le Crédit à la Consommation et s'assure de la mise en œuvre des normes professionnelles.

5. LES PERSPECTIVES

En cette fin d'été 2011, les inquiétudes que font peser sur l'évolution de la conjoncture économique la crise des dettes publiques et les anticipations de fort ralentissement de la croissance rendent particulièrement périlleux tout exercice de projections, même à court terme.

Néanmoins, sur la base de la prolongation des tendances observées jusqu'à présent, et compte tenu des très belles performances commerciales engrangées ou en cours à ce jour, alors que plus de la moitié de l'année s'est d'ores et déjà écoulée, les perspectives de PNB pour l'exercice 2011 devraient rester satisfaisantes.

Concernant les frais généraux, l'évolution restera marquée par des coûts exceptionnels liés au programme de modernisation de l'outil de production.

Dans le contexte économique actuel, une incertitude majeure pèse sur l'évolution du coût du risque : il est fort à craindre que la très forte décreue observée depuis le quatrième trimestre 2010 ne se poursuive pas.

Sur la base de ces hypothèses, l'exercice 2011 devrait faire apparaître, par rapport à l'an dernier, un bénéfice en évolution positive.

Comptes consolidés du Groupe Crédit Coopératif
au 30 juin 2011

BILAN CONSOLIDE

Bilan consolidé

ACTIF			
<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2011	31 décembre 2010
Caisse, banques centrales		48 113	220 627
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.1	21 727	21 835
Instruments dérivés de couverture		12 350	20 233
Actifs financiers disponibles à la vente	4.2	1 627 901	865 633
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4.4.1	939 932	1 043 275
Prêts et créances sur la clientèle	4.4.2	9 455 884	8 866 807
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		787 084	688 996
Actifs d'impôts courants		6 147	4 918
Actifs d'impôts différés		19 429	14 179
Comptes de régularisation et actifs divers		258 368	250 002
Actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence		40 593	35 713
Immeubles de placement		13 453	15 472
Immobilisations corporelles		158 159	146 481
Immobilisations incorporelles		20 114	18 982
Ecarts d'acquisition	4.6	5 634	5 636
Total de l'actif		13 414 888	12 218 789

Bilan consolidé

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2011	31 décembre 2010
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.2	17 626	19 066
Instruments dérivés de couverture		15 050	7 685
Dettes envers les établissements de crédit	4.7.1	1 255 234	1 045 171
Dettes envers la clientèle	4.7.2	6 464 153	6 368 348
Dettes représentées par un titre	4.8	3 551 876	2 831 941
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Passifs d'impôts courants		9 967	11 306
Passifs d'impôts différés		13 754	8 950
Comptes de régularisation et passifs divers		495 372	388 866
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	0
Provisions	4.9	32 520	30 750
Dettes subordonnées	4.10	200 952	202 745
Capitaux propres		1 358 384	1 303 961
Capitaux propres part du groupe		1 200 604	1 155 659
Capital et primes liées		965 169	926 350
Réserves consolidées		168 624	152 020
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		41 699	40 980
Résultat de l'exercice		25 112	36 309
Intérêts minoritaires		157 780	148 302
Total du passif		13 414 888	12 218 789

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Intérêts et produits assimilés	5.1	223 327	211 289
Intérêts et charges assimilées	5.1	(87 723)	(78 829)
Commissions (produits)	5.2	85 444	77 405
Commissions (charges)	5.2	(34 032)	(29 202)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	228	(1 905)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5.4	2 265	428
Produits des autres activités	5.5	15 547	10 443
Charges des autres activités	5.5	(5 521)	(1 768)
Produit net bancaire		199 535	187 861
Charges générales d'exploitation	5.6	(140 210)	(131 720)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(7 843)	(6 606)
Résultat brut d'exploitation		51 482	49 535
Coût du risque	5.7	(14 446)	(32 303)
Résultat d'exploitation		37 036	17 232
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5.8	966	1 119
Gains ou pertes sur autres actifs		(12)	9
Variations de valeur des écarts d'acquisition		1 499	0
Résultat avant impôts		39 489	18 360
Impôts sur le résultat	5.9	(12 295)	(6 384)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		27 194	11 976
Résultat net part du groupe		25 112	10 171
Intérêts minoritaires		2 082	1 805

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Résultat net		27 194	11 976
Ecart de conversion		(16)	30
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		607	(162)
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		607	435
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>		0	(597)
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		357	297
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		1 061	402
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>		(704)	(105)
Ecart actuariel sur régimes à prestations définies			
Quote part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		41	13
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		41	13
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>		0	0
Impôts		(108)	(8)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		881	170
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		28 075	12 146
Part du groupe		25 831	9 905
Intérêts minoritaires		2 244	2 241

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>en milliers d'euros</i>	Capital et réserves liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves		Réserves de conversion	Variation de juste valeur des instruments					
					Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2009	535 550	288 306	149 131	(542)	37 932	3 271	22 133	1 035 780	134 108	1 169 888
Affectation du résultat de l'exercice 2009		2 822	19 311				(22 133)			
Capitaux propres au 1er janvier 2010	535 550	291 128	168 442	(542)	37 932	3 271		1 035 780	134 108	1 169 888
<u>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</u>										
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts	208 169		(11)					208 158	9 702	217 860
Reclassement										
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action										
Distribution			(13 745)					(13 745)	(207)	(13 952)
Effet des fusions										
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	(108 496)		(757)					(109 253)		(109 253)
Sous-total	99 673		(14 513)					85 160	9 495	94 655
<u>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>										
				77	224	(688)		(387)	482	95
<u>Autres variations</u>										
Résultat							36 309	36 309	4 216	40 525
Autres variations			(1 910)				708	(1 202)		(1 202)
Sous-total			(1 910)				708	35 107	4 216	39 323
Capitaux propres au 31 décembre 2010	635 222	291 128	152 019	(465)	38 156	3 291	36 309	1 155 660	148 302	1 303 962
Affectation du résultat de l'exercice 2010		3 099	33 210				(36 309)			
Capitaux propres au 1er janvier 2011	635 222	294 227	185 229	(465)	38 156	3 291		1 155 660	148 302	1 303 962
<u>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</u>										
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts			(11)					(11)	7 403	7 392
Reclassement										
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action										
Distribution			(16 513)					(16 513)	(169)	(16 682)
Effet des fusions										
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	35 720		1 789					37 509		37 509
Sous-total	35 720		(14 735)					20 985	7 234	28 219
<u>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>										
				(16)	499	234		717	162	879
<u>Autres variations</u>										
Résultat							25 112	25 112	2 082	27 194
Autres variations (1)			(1 870)					(1 870)		(1 870)
Sous-total			(1 870)	(16)	499	234	25 112	23 242	2 082	25 324
Capitaux propres au 30 Juin 2011	670 942	294 227	168 624	(481)	38 655	3 525	25 112	1 200 604	157 780	1 358 384

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

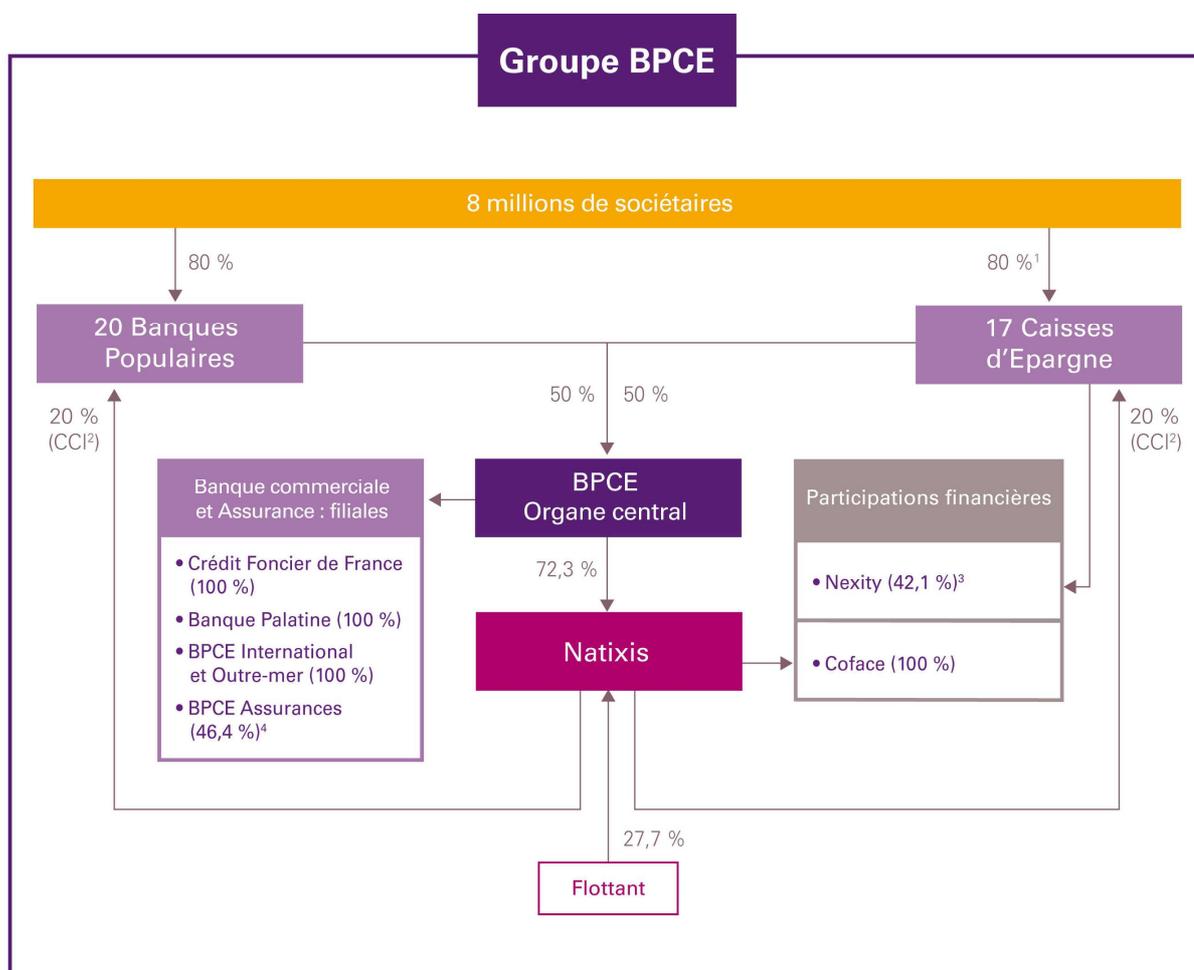
<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Résultat avant impôts	39 487	18 360
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 843	6 606
Dépréciation des écarts d'acquisition	(740)	2 288
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	(2 726)	26 021
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(966)	(1 119)
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(876)	(442)
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	(140)	5 500
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	2 395	38 854
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	381 390	112 404
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(499 330)	(678 695)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	579 408	476 032
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	111 559	(339)
Impôts versés	(14 974)	(10 435)
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	558 053	(101 033)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	599 935	(43 819)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(852 322)	(30 762)
Flux liés aux immeubles de placement	1 602	4 163
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(20 722)	(23 337)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	(871 442)	(49 936)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	19 643	194 956
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	148 299	(27 401)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	167 942	167 555
Effet de la variation des taux de change (D)	1	1
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	(103 564)	73 801

Annexe aux états financiers du Groupe

NOTE 1 – CADRE GENERAL

1.1 – Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau des Banques Populaires, le réseau des Caisses d'Épargne, l'organe central BPCE et leurs filiales.



- Banque commerciale et Assurance
- Banque de Financement et d'Investissement, Epargne et Services Financiers Spécialisés

- ¹ Via les sociétés locales d'épargne (SLE)
- ² CCI : certificats coopératifs d'investissement (droit économique mais pas de droit de vote)
- ³ Via CE Holding Promotion
- ⁴ Avec la participation des Caisses d'Épargne dans BPCE Assurances, le groupe détient 60 % de la société

Les deux réseaux Banques Populaires et Caisses d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 20 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau des Banques Populaires comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau des Caisses d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et de Prévoyance et les sociétés locales d'épargne.

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 80 % par leurs sociétaires et de 20 % par Natixis via les certificats coopératifs d'investissement (CCI).

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 80 % par les sociétés locales d'épargne (SLE) et de 20 % par Natixis via les CCI. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les coopérateurs. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 20 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la Banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, société cotée, détenue à 71,5 %, qui réunit la Banque de Financement et d'Investissement, l'Epargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine, et BPCE International et Outre-mer) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 – Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banques Populaires, le Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banques Populaires est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des

dépôts est de 217,45 millions d'euros au 30 juin 2011 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 – Faits caractéristiques du semestre

Exposition aux risques souverains

Le Crédit Coopératif ne présente aucune exposition directe aux risques souverains hormis les états français et belge.

Mise en place de swaps de taux de macro-couverture

Dans le cadre de la couverture du risque de hausse des taux à court terme, des swaps de couverture du portefeuille de crédits à taux fixe du Crédit Coopératif ont été contractés pour 65 millions d'euros.

Ces opérations sont classées en couverture de juste valeur en normes IFRS.

Opérations sur titres de créances négociables

Dans le cadre de la gestion ALM, le Crédit Coopératif a souscrit au 1er semestre 2011 auprès de NATIXIS des BMTN indexés à l'inflation pour 100 millions d'euros, en complément de 100 millions d'euros acquis au dernier trimestre 2010.

Dans le cadre de la gestion de trésorerie du Crédit Coopératif, un BMTN structuré de 150 millions d'euros a été émis à échéance de décembre 2012 au bénéfice d'un établissement de crédit.

Coût du risque

Le coût du risque s'élève à -14 M€ au 30 juin 2011 contre -32 M€ au 30 juin 2010. Il est composé exclusivement de la couverture des opérations réalisées avec la clientèle.

Après une année 2009 économiquement difficile, l'amélioration globale des situations financières de la clientèle en 2010 conduit le Groupe Crédit Coopératif à constater des reprises importantes sur ce semestre.

Remboursement intégral des actions de préférence et des Titres Super Subordonnés à l'Etat

Au cours du mois de mars 2011, BPCE a procédé au rachat de 1 200 millions d'euros d'actions de préférence et de 1 000 millions d'euros de Titres Super Subordonnés (TSS), détenus par la Société de Prise de Participation de l'Etat (SPPE), filiale à 100 % de l'Etat. A l'issue de ces deux opérations, BPCE a intégralement remboursé l'Etat.

Cette opération a conduit à une diminution des capitaux propres part du groupe de 2 220 millions d'euros au cours du 1er semestre 2011.

Cession de FONCIA :

Le 12 mai 2011, BPCE a annoncé être entré en discussions exclusives avec un consortium regroupant Bridgepoint et Eurazeo, en vue de céder sa participation de 98% dans le capital de FONCIA. Cette opération a été finalisée le 26 juillet 2011 pour un montant de 711 millions d'euros.

Elle se traduit dans les comptes semestriels de BPCE par :

- la sortie du groupe FONCIA du périmètre de consolidation en date du 30 juin 2011 ;
- un résultat de l'opération qui s'élève à -141 millions d'euros inscrit en « Gains ou pertes sur autres actifs ».

Le résultat du 1er semestre 2011 du Groupe BPCE inclut par ailleurs le résultat du 1er semestre 2011 du groupe FONCIA.

Par ailleurs, conformément aux accords conclus avec le consortium, le Groupe BPCE a procédé à un réinvestissement dans la holding de reprise sous forme de titres de capital et de titres de dettes pour 200 millions d'euros comptabilisé au bilan en portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente.

Cession d'EUROSIC :

Le 15 juin 2011, Nexity Participations et Banque Palatine ont cédé leurs participations au capital d'EUROSIC (respectivement 32,1% et 20,1%) pour un montant total de 318 millions d'euros.

Cette opération se traduit dans les comptes semestriels de BPCE par :

- la sortie d'EUROSIC du périmètre de consolidation en date du 30 juin 2011 ;
- un résultat de l'opération qui s'élève à + 167 millions d'euros inscrit en « Gains ou pertes sur autres actifs » et qui inclut notamment la matérialisation de plus-values latentes sur des immeubles historiques du groupe BPCE

Le résultat du 1er semestre 2011 du Groupe BPCE inclut par ailleurs le résultat du 1er semestre 2011 d'Eurosic, qui n'est pas significatif.

1.4 – Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à l'arrêté au 30/06/2011 n'est à mentionner.

NOTE 2 – PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

2.1 – Présentation des états financiers et date de la situation intermédiaire

Présentation des états financiers consolidés semestriels

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la Recommandation no 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil national de la comptabilité.

Date de la situation intermédiaire

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 30 juin 2011 des sociétés incluses dans le périmètre du Groupe Crédit Coopératif. Les états financiers consolidés du groupe ont été arrêtés par conseil d'administration du 30 août 2011.

2.2 – Information sur les règles et principes comptables

Conformément au Règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe CREDIT COOPERATIF a établi ses états financiers consolidés au titre du 1er semestre 2011 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture¹.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2011 a été préparé conformément à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2010.

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2010 ont été complétées le cas échéant par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011 et plus particulièrement les amendements à IAS 24 - Informations relatives aux parties liées ; à IFRIC 14 portant sur IAS 19 - le plafonnement d'un actif au titre des prestations définies, les obligations de financement minimum et leur interaction – Avances d'une obligation de financement minimum.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire en 2011 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Le groupe n'anticipe pas l'application de normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque ce choix relève d'une option, sauf mention spécifique. Il n'est toutefois pas attendu d'impact significatif de l'application de ces normes sur les comptes consolidés du groupe.

2.3 – Recours à des estimations

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations, utilisant les informations disponibles à la date de clôture, font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2011, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations des actifs financiers disponibles à la vente, les dépréciations des prêts et créances sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne logement et les provisions relatives aux contrats d'assurance ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs.
- les impôts différés ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition.

¹ Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

NOTE 3 – INFORMATION SECTORIELLE

3.1 –Compte de résultat

Le Groupe Crédit Coopératif est structuré en trois secteurs :

- la banque de proximité,
- la gestion d'actifs pour compte de tiers, ce secteur est représenté par la filiale Ecofi-Investissements (incluant sa participation dans la Financière Champlain)
- le capital investissement, qui regroupe les activités de la filiale BTP Capital investissement, de la société Esfin mise en équivalence.

L'information sectorielle porte sur des agrégats financiers issus du bilan et du compte de résultat et rapprochés des états financiers.

en milliers d'euros	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2011	30/06/2010	30/06/2011	30/06/2010
Produit net bancaire	187 484	177 530	11 231	10 092	820	239	199 535	187 861
Frais généraux et assimilés	(136 894)	(127 732)	(10 680)	(10 352)	(480)	(242)	(148 054)	(138 326)
Résultat brut d'exploitation	50 590	49 798	551	(260)	340	(3)	51 481	49 535
Résultat courant avant impôt	38 763	18 804	551	(260)	173	(184)	39 487	18 360

3.2 –Bilan

ACTIF

en milliers d'euros	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010
Actifs à la juste valeur par le résultat	21 727	21 835	0	0	0	0	21 727	21 835
Actifs financiers disponibles à la vente	1 569 295	810 733	24 499	23 588	34 107	31 312	1 627 901	865 633
Prêts et créances sur Ets de crédit	938 752	1 042 479	1 180	796	0	0	939 932	1 043 275
Prêts et créances sur la clientèle	9 455 859	8 866 807	0	0	25	0	9 455 884	8 866 807
Actifs financ.détenus jusqu'à l'échéance	787 084	688 996	0	0	0	0	787 084	688 996
Ecart d'acquisition	992	994	4 642	4 642	0	0	5 634	5 636
Autres actifs	575 928	725 004	771	1 577	26	26	576 725	726 607
TOTAL ACTIF	13 349 636	12 156 848	31 092	30 603	34 158	31 338	13 414 886	12 218 789

PASSIF

en milliers d'euros	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010
Passifs financiers à la JV par résultat	17 626	19 066	0	0	0	0	17 626	19 066
Dettes envers les Ets de crédit	1 255 234	1 045 171	0	0	0	0	1 255 234	1 045 171
Dettes envers la clientèle	6 464 153	6 368 348	0	0	0	0	6 464 153	6 368 348
Dettes représentées par un titre	3 551 876	2 831 941	0	0	0	0	3 551 876	2 831 941
Dettes subordonnées	200 952	202 745	0	0	0	0	200 952	202 745
Autres passifs	1 859 795	1 689 576	31 092	30 603	34 158	31 338	1 925 046	1 751 518
TOTAL PASSIF	13 349 636	12 156 848	31 092	30 603	34 158	31 338	13 414 886	12 218 789

NOTE 4 – NOTES RELATIVES AU BILAN

4.1 – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

4.1.1 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011			31/12/2010		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Effets publics et valeurs assimilées			0			0
Obligations et autres titres à revenu fixe			0			0
Titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	127	8 829	8 956	87	7 641	7 728
Prêts aux établissements de crédit			0			0
Prêts à la clientèle			0			0
Prêts	0	0	0	0	0	0
Opérations de pension			0			0
Dérivés de transaction	12 771	0	12 771	14 107	0	14 107
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	12 898	8 829	21 727	14 194	7 641	21 835

4.1.2 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Opérations de pension	0	0
Autres passifs financiers	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0
Dérivés de transaction	12 530	14 022
Comptes à terme et emprunts interbancaires	0	0
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	5 096	5 044
Dettes subordonnées	0	0
Opérations de pension	0	0
Passifs financiers à la juste valeur sur option	5 096	5 044
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	17 626	19 066

4.2 – Actifs financiers disponibles à la vente

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	964 594	286 500
Titres à revenu fixe	964 594	286 500
Actions et autres titres à revenu variable	721 031	639 045
Prêts aux établissements de crédit	0	0
Prêts à la clientèle	0	0
Prêts	0	0
Créances douteuses		
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	1 685 625	925 545
Dépréciation des créances douteuses	(49 952)	(49 933)
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	(7 772)	(9 979)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	1 627 901	865 633
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)	43 165	42 486

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constituent des indices de perte de valeur.

4.3 – Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

	30/06/2011			31/12/2010				
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<i>en milliers d'euros</i>								
ACTIFS FINANCIERS								
Titres	127	0	0	127	87	0	0	87
Instruments dérivés	0	12 771	0	12 771	0	14 107	0	14 107
Autres actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	127	12 771	0	12 898	87	14 107	0	14 194
Titres	8 830	0	0	8 830	7 641	0	0	7 641
Autres actifs financiers	(1)	0	0	(1)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	8 829	0	0	8 829	7 641	0	0	7 641
Instruments dérivés de couverture				0				0
Titres	631 100	996 803	0	1 627 903	501 553	363 071	1 009	865 633
Autres actifs financiers	(1)	(1)	0	(2)	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	631 099	996 802	0	1 627 901	501 553	363 071	1 009	865 633
PASSIFS FINANCIERS								
Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	451	12 079	0	12 530	0	14 022	0	14 022
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	451	12 079	0	12 530	0	14 022	0	14 022
Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	5 096	0	5 096	0	5 044	0	5 044
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	5 096	0	5 096	0	5 044	0	5 044
Instruments dérivés de couverture				0				0

4.4 – Prêts et créances

4.4.1 - Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Prêts et créances sur les établissements de crédit	940 818	1 044 227
Dépréciations individuelles	(886)	(952)
Dépréciations sur base de portefeuilles individuelles	0	0
Prêts et créances sains nets	939 932	1 043 275
Prêts et créances en défaut	886	952
Dépréciations individuelles	(886)	(952)
Prêts et créances douteux nets	0	0
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	939 932	1 043 275

Les fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts s'élèvent à 125 millions d'euros au 30 juin 2011.

Décomposition des prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires débiteurs	403 261	206 302
Opérations de pension	0	0
Comptes et prêts	528 950	828 622
Opérations de location financement	0	0
Prêts subordonnés et prêts participatifs	0	0
Titres assimilés à des prêts et créances	3 600	3 600
Créances rattachées	4 121	4 750
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	939 932	1 043 275

4.4.2 - Prêts et créances sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Prêts et créances sains	9 125 117	8 582 467
Dépréciations sur base de portefeuilles	(16 250)	(16 647)
Dépréciations individuelles	(97)	(97)
Prêts et créances sains nets	9 108 770	8 565 723
Prêts et créances douteux	639 798	591 958
Dépréciations individuelles	(292 684)	(290 875)
Prêts et créances douteux nets	347 114	301 083
Total des prêts et créances sur la clientèle	9 455 884	8 866 807

Décomposition des prêts et créances sains sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires débiteurs	699 351	490 340
Prêts à la clientèle financière	0	16
Crédits de trésorerie	565 799	575 520
Crédits à l'équipement	5 650 540	5 381 633
Crédits au logement	814 168	786 148
Crédits à l'exportation	6 628	4 183
Autres crédits	380 742	352 633
Opérations de pension	0	0
Prêts subordonnés		
Autres concours à la clientèle	7 417 877	7 100 133
Titres assimilés à des prêts et créances	30 565	31 013
Autres prêts et créances sur la clientèle	977 324	960 981
Total des prêts et créances sains sur la clientèle	9 125 117	8 582 467

4.5 – Reclassements d'actifs financiers

Dans le cadre des amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 aucun reclassement d'actifs financiers n'a été effectué au cours du 1er semestre 2011.

4.6 – Ecarts d'acquisition

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Valeur nette à l'ouverture	5 636	4 514
Acquisitions		1 096
Cessions		
Ecarts de conversion	(2)	26
Pertes de valeur de la période		
Autres variations		
Valeur nette à la clôture	5 634	5 636

Les écarts d'acquisition liés aux opérations de l'exercice sont analysés dans le cadre de la note relative au périmètre de consolidation.

Ecarts d'acquisition par unité génératrice de trésorerie (UGT)

<i>en milliers d'euros</i>	Valeur nette comptable	
	30/06/2011	31/12/2010
Intercop Location	217	217
Ecofi Investissements	3 546	3 546
Financière de Champlain	1 096	1 096
Tise	775	777
Total des écarts d'acquisition	5 634	5 636

4.7 – Dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle

4.7.1 – Dettes envers les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs	235 707	204 318
Comptes à vue	0	0
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	104	188
Dettes à vue envers les établissements de crédit	235 811	204 506
Emprunts et comptes à terme	1 016 537	838 263
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	2 886	2 402
Dettes à terme envers les établissements de crédit	1 019 423	840 665
Total des dettes envers les établissements de crédit	1 255 234	1 045 171

4.7.2 – Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs	4 124 365	4 426 492
Livret A	207 476	164 637
PEL / CEL	109 614	104 227
Autres comptes d'épargne à régime spécial	1 423 074	1 212 594
Dettes rattachées	15 714	209
Comptes d'épargne à régime spécial	1 755 878	1 481 667
Comptes et emprunts à vue	0	0
Comptes et emprunts à terme	132 238	133 922
Dettes rattachées	9 113	12 306
Autres comptes de la clientèle	141 351	146 228
A vue	0	0
A terme	303 808	181 257
Dettes rattachées	63	40
Opérations de pension	303 871	181 297
Autres dettes envers la clientèle	138 688	132 664
Total des dettes envers la clientèle	6 464 153	6 368 348

4.8 – Dettes représentées par un titre

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Emprunts obligataires	380 632	233 200
Titres du marché interbancaire et Titres de créances négociables	2 944 521	2 434 329
Autres dettes représentées par un titre	203 086	135 715
Total	3 528 239	2 803 244
Dettes rattachées	23 637	28 697
Total des dettes représentées par un titre	3 551 876	2 831 941

4.9 – Provisions

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2011	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30/06/2011
Provisions pour engagements sociaux	1 966	105	(175)	0	0	1 896
Provisions pour activité d'épargne-logement	1 462	0	(159)	0	0	1 303
Provisions pour engagements hors bilan	13 985	4 179	(1 175)	0	0	16 989
Provisions pour activités de promotion immobilière	0	0	0	0	0	0
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges	9 643	3 416	(4 476)	0	0	8 583
Autres	3 694	1 123	(1 070)	0	2	3 749
Autres provisions	28 784	8 718	(6 880)	0	2	30 624
Total des provisions	30 750	8 823	(7 055)	0	2	32 520

4.10 – Dettes subordonnées

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Dettes subordonnées à durée déterminée	116 997	117 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	26 346	26 346
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Actions de préférence	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	49 931	49 564
Total	193 274	192 910
Dettes rattachées	2143	1885
Réévaluation de la composante couverte	5535	7950
Total des dettes subordonnées	200 952	202 745

Evolution des dettes subordonnées au cours du 1^{er} semestre 2011

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2011	Emission	Remboursement	Autres mouvements (1)	30/06/2011
Dettes subordonnées à durée déterminée	117 000			(3)	116 997
Titres subordonnés	117 000			(3)	116 997
Emprunts subordonnés	0				0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	26 346				26 346
Titres subordonnés	16 346				16 346
Emprunts subordonnés	10 000				10 000
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0				0
Actions de préférence	0				0
Total	143 346	0	(6)	0	143 343

(1) Y compris variation de périmètre et de parité monétaire

4.11 – Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

Parts sociales et certificats coopératifs d'investissements

en milliers d'euros	30/06/11			31/12/10		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	39 014 756	15,25	594 975	28 643 421	15,25	436 812
Autres variations	0	15,25	0	10 371 335	15,25	158 163
Valeur à la clôture	39 014 756		594 975	39 014 756		594 975
Certificats coopératifs d'investissement						
Valeur à l'ouverture	9 753 689	15,25	148 744	6 475 001	15,25	98 744
Autres variations	0	15,25	0	3 278 688	15,25	50 000
Valeur à la clôture	9 753 689	15,25	148 744	9 753 689	15,25	148 744

NOTE 5 – NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1 – Produits et charges d'intérêt

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011			1er semestre 2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	163 819	(28 353)	135 466	146 444	(21 309)	125 135
Opérations avec les établissements de crédit	6 826	(11 578)	(4 752)	5 405	(9 153)	(3 748)
Opérations de location-financement	11 401	(16)	11 385	11 762	(0)	11 762
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	(215)	(47 116)	(47 331)	2 530	(46 620)	(44 090)
Instruments dérivés de couverture	1 317	(660)	657	5 871	(1 747)	4 124
Actifs financiers disponibles à la vente	17 280		17 280	23 298		23 298
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	21 697		21 697	15 775		15 775
Actifs financiers dépréciés	1 202		1 202	204		204
Autres produits et charges d'intérêts	0		0	0		0
Total des produits et charges d'intérêts	223 327	(87 723)	135 604	211 289	(78 829)	132 460

5.2 – Produits et charges de commissions

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011			1er semestre 2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	548	(317)	231	141	(161)	(20)
Opérations avec la clientèle	26 879	(3 600)	23 279	23 880	(998)	22 882
Prestation de services financiers	4 695	(2 285)	2 410	4 450	(2 462)	1 988
Opérations sur moyens de paiement	35 331	(26 407)	8 924	33 194	(24 533)	8 661
Opérations sur titres	721	(33)	688	947	(14)	933
Activités de fiducie	16 398	(1 296)	15 102	14 073	(941)	13 132
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	648	(94)	554	488	(93)	395
Autres commissions	224	0	224	232	0	232
Total des commissions	85 444	(34 032)	51 412	77 405	(29 202)	48 203

5.3 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Résultats sur instruments financiers de transaction	267	(1 189)
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	(128)	(401)
Autres		110
Résultats sur opérations de couverture	89	(425)
- Inefficacité de la couverture de juste valeur	89	(428)
* Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	(16 050)	(11 865)
* Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	16 139	11 437
- Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	0	3
- Inefficacité de la couverture d'investissements nets en devises		
Résultats sur opérations de change		
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	228	(1 905)

5.4 – Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Résultats de cession	944	440
Dividendes reçus	1 756	457
Dépréciation durable des titres à revenu variable	(435)	(469)
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	2 265	428

5.5 – Produits et charges des autres activités

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011			1er semestre 2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges des activités d'assurance	0	0	0	0	0	0
Opérations sur activités immobilières	0	(5)	(5)	0	(5)	(5)
Opérations de location financement	8 245	(3 368)	4 877	6 123	(1 335)	4 788
Immeubles de placement	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	7 302	(2 148)	5 154	4 320	(428)	3 892
Total des produits et charges des autres activités	15 547	(5 521)	10 026	10 443	(1 768)	8 675

5.6 – Charges générales d'exploitation

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Salaires et traitements	(49 916)	(46 125)
Avantages de retraite et autres	(5 988)	(5 850)
Charges sociales	(20 976)	(19 971)
Intéressement et participation	(1 789)	(2 252)
Impôts et taxes liés aux rémunérations	(6 773)	(6 651)
Autres	(415)	332
Charges de personnel	(85 857)	(80 517)
Impôts et taxes	(5 888)	(4 805)
Services extérieurs	(43 258)	(45 992)
Autres charges	(5 207)	(405)
Autres frais administratifs	(54 353)	(51 203)
Total des charges générales d'exploitation	(140 210)	(131 720)

5.7 – Risque de crédit

5.7.1 – Coût du risque

<i>en milliers d'euros</i>	Dotations	Reprises nettes (1)	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations sur créances amorties	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Prêts et créances interbancaires	(6)	49	0	9	52	(197)
Prêts et créances avec la clientèle	(45 464)	33 872	(363)	453	(11 502)	(28 457)
Autres actifs financiers	(85)	90			5	(11)
Engagements par signature	(4 175)	1 174			(3 001)	(3 638)
Coût du risque	(49 730)	35 185	(363)	462	(14 446)	(32 303)

(1) Correspondant aux reprises de dépréciations et de provisions nettes des pertes couvertes.

5.7.2 – Dépréciations et provisions pour risque de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2011	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres variations	30/06/2011
Actifs financiers disponibles à la vente	49 933	109	(90)			49 952
Opérations interbancaires	952	6	(72)			886
Opérations avec la clientèle	307 619	44 193	(10 508)	(32 658)	385	309 031
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	0					0
Autres actifs financiers	7 460	29		(164)	1 443	8 768
Dépréciations déduites de l'actif	365 964	44 337	(10 670)	(32 822)	1 828	368 637
Provisions sur engagements par signature et sur garanties financières données	13 985	4 175	(1 174)		3	16 989
Total des dépréciations et provisions pour risque de crédit	379 949	48 512	(11 844)	(32 822)	1 831	385 626

5.8 – Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Sociétés financières		
<i>France Active Garantie</i>	395	
<i>CADEC</i>	307	
Sociétés non financières		
<i>Esfm</i>	(95)	(51)
<i>Coopest</i>	24	10
<i>Caisse de garantie immobilière du bâtiment</i>	335	1 160
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	966	1 119

5.9 – Impôts sur le résultat

5.9.1 - Impôts sur le résultat

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010
Impôts courants	(12 849)	(10 627)
Impôts différés	554	4 243
Impôts sur le résultat	(12 295)	(6 384)

5.9.2 - Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2011
Résultat net (part du groupe)	25 112
Variations de valeur des écarts d'acquisition	
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	2 082
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	2 465
Impôts	(12 295)
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	37 024
Taux d'imposition de droit commun français (B)	33,33%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(12 340)
Contribution additionnelle	(327)
Incidence de la restructuration des titres super-subordonnés	0
Effet des différences permanentes	(50)
Impôts à taux réduit et activités exonérées	86
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	0
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	316
Autres éléments	20
Impôts sur le résultat	(12 295)
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)	33,21%

NOTE 6 – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

6.1 – Engagements de financement

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Engagements de financement donnés en faveur	1 282 248	846 508
- des établissements de crédit	326 424	5 735
- de la clientèle	955 824	840 773
* Ouvertures de crédits documentaires	10 836	18 245
* Ouvertures de crédits confirmées	890 182	813 077
* Autres engagements	54 806	9 451
Engagements de financement reçus	793 924	894 934
- d'établissements de crédit	793 924	894 934

6.2 – Engagements de garantie

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Engagements de garantie donnés	2 790 327	2 837 836
- d'ordre des établissements de crédit	7 065	5 751
- d'ordre de la clientèle	2 783 262	2 832 085
Engagements de garantie reçus	828 243	802 919
- d'établissements de crédit	828 243	802 919
- de la clientèle		

NOTE 7 – OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Entreprises associées	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Entreprises associées
Crédits	438 497	0	730 668	0
Autres actifs financiers	865 548	27 759	331 945	24 780
Autres actifs	787	0	1 481	1 983
Total des actifs avec les entités liées	1 304 832	27 759	1 064 094	26 763
Dettes	714 840	258	551 941	2 590
Autres passifs financiers	12 020	0	4 730	0
Autres passifs	4 546	0	13 178	0
Total des passifs envers les entités liées	731 406	258	569 849	2 590
Intérêts, produits et charges assimilés	1 045	0	16 878	1
Commissions	(760)	0	233	0
Résultat net sur opérations financières	884	674	1 123	744
Produits nets des autres activités	0	0	0	0
Total du PNB réalisé avec les entités liées	1 169	674	18 234	745
Engagements donnés	39 820	0	50 519	0
Engagements reçus	860	0	885	0
Engagements sur instruments financiers à terme	348 659	0	258 607	0
Total des engagements avec les entités liées	389 339	0	310 011	0

NOTE 8 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

8.1 - Evolution du périmètre de consolidation au cours du 1er semestre 2011

Entrée dans le périmètre de consolidation :

- France Active Garantie détenue à hauteur de 19,97% est consolidée suivant la méthode de mise en équivalence.
- CADEC détenue à hauteur de 25,30% est consolidée suivant la méthode de mise en équivalence. L'écart d'acquisition négatif relatif à cette entité a été comptabilisé en résultat pour 1 499 M€.

8.2 - Périmètre de consolidation au 1er semestre 2011

PERIMETRE DU GROUPE DU CREDIT COOPERATIF
30 juin 2011

I. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	ENTITE CONSOLIDANTE			
	% de Contrôle	% d'Intérêt	% d'intégration	Méthode d'intégration
1) Entité Consolidante				
Crédit Coopératif (SCA) Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE				
2) Etablissements de crédit associés filiales				
BTP Banque (SA)	100,00%	100,00%	100%	IG
Inter-Coop (SAS) Sièges Sociaux : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	98,25%	98,25%	100%	IG
BATILEASE Siège social: Parc du canon d'or, 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,89%	94,89%	100%	IG
3) Etablissements de crédit associés non filiales				
EDEL Siège Social : Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 5806 31505 TOULOUSE Cedex	C	33,94%	100%	IG
CAISSE SOLIDAIRE 15, rue de la poste 59100 ROUBAIX	N	60,75%	100%	IG
SOFINEF 114, Boulevard du 11 Novembre 69625 VILLEURBANNE Cedex	T	2,83%	100%	IG
SOCOREC 77, rue de Lourmel 75015 PARIS	R	0,00%	100%	IG
SOFIGARD 13, bis Boulevard Talabot 30000 NIMES	A	0,26%	100%	IG
SOFINDI 11, rue de Belat 16000 ANGOULEME	T	3,46%	100%	IG
SOFISCOP 37, rue Jean Leclair 75017 PARIS	D'	1,08%	100%	IG
SOFISCOP SUD EST 70, rue Maurice Flandrin BP 3164 69211 LYON Cedex 03	A	3,68%	100%	IG
SOFIRIF Z.I. BETHUNES BP 9032 95071 CERGY PONTOISE	S	14,01%	100%	IG
SOMUPACA 9, place de la Liberté 83000 TOULON	O	1,31%	100%	IG
SOMUDIMEC 19, rue des berges 38000 GRENOBLE	C	0,23%	100%	IG
C.M.G.M. 39-41, rue Louis Blanc 92038 PARIS LA DEFENSE Cedex	I	3,11%	100%	IG
NORD FINANCEMENT 2, avenue Halley 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	A	0,82%	100%	IG
GEDEX DISTRIBUTION 24, rue Chaptal 92300 LEVALLOIS PERRET	T	0,00%	100%	IG
4) Autres établissements de crédit				
France Active Garantie Siège social : 120 rue de Réaumur - 75002 PARIS		19,97%	19,97%	ME
CADEC Siège social : Résidence Diamand III, 6 Av de Paris - 20000 AJACCIO		25,30%	25,30%	ME
II. ENTREPRISES A CARACTERE FINANCIER				
Union des Sociétés du Crédit Coopératif (GIE)	100%	100%	100%	IG
Transimmo (SARL)	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif de Saint Denis	100%	100%	100%	IG
SAS TASTA	70%	70%	100%	IG
BTP Capital Conseil	100%	100%	100%	IG
SAS Sociétariat Crédit Coopératif Banque Populaire	98,25%	98,25%	100%	IG
INTERCOP LOCATION Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	90,09%	90,09%	100%	IG
BATI-LEASE INVEST Siège social: Parc du canon d'or, 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,88%	94,88%	100%	IG
Ecofi- Investissements Siège Social : 48, rue Notre Dame des Victoires - 75002 PARIS	100%	100%	100%	IG
TISE Siège Social : UL Nalewski 8/27 00158 VARSOVIE - POLOGNE	100%	100%	100%	IG
MONINFO Siège Social : Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 5806 31505 TOULOUSE Cedex	33,91%	33,91%	100%	IG
ESFIN GESTION Siège Social : Immeuble Lafayette - LA DEFENSE 5 2, place des Vosges - 92400 COURBEVOIE	60,00%	60,00%	100%	IG
SAS FINANCIERE CHAMPLAIN 3, rue de la Boétie 75008 PARIS	57,94%	57,94%	100%	IG
III. ENTREPRISES A CARACTERE NON FINANCIER				
BTP Capital Investissement Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	79,42%	79,42%	100%	IG
COOPEST Siège Social : 2,av, Jules César - woluwe Saint-Pierre - 1150 BRUXELLES - BELGIQUE	27,40%	27,40%	27,40%	ME
ESFIN Siège Social : Immeuble Lafayette - LA DEFENSE 5 2, place des Vosges - 92400 COURBEVOIE	38,08%	38,08%	38,08%	ME
IV. ENTREPRISES D'ASSURANCE				
CAISSE DE GARANTIE IMMOBILIERE DU BATIMENT Siège Social : 6, rue La Pérouse - 75016 PARIS	33,40%	33,40%	33,40%	ME

SCA : Société Coopérative Anonyme
SAS : Société Anonyme Simplifiée

IG : Intégration globale
ME : Mise en équivalence

EXTRAITS DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2011

BILAN

ACTIF en milliers d'euros	Au 30/06/2011	AU 30/06/2010
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP.....	36 899	158 137
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES.....	383 999	386 260
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 959 531	2 339 402
- A VUE.....	445 841	1 054 634
- A TERME.....	1 513 691	1 284 769
CREANCES SUR LA CLIENTELE	7 110 759	6 313 796
- CREANCES COMMERCIALES.....	191 570	179 992
- AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE.....	6 383 183	5 653 716
- COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS.....	536 006	480 088
- AFFACTURAGE.....		
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE.....	1 334 090	862 067
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE.....	332 088	43 062
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME.....	289 983	243 671
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES.....	122 881	118 817
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	208 354	199 508
LOCATION SIMPLE.....		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	24 793	24 632
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE.....		
ACTIONS PROPRES.....		
AUTRES ACTIFS.....	134 705	127 150
COMPTES DE REGULARISATION.....	137 984	155 105
Total de l'actif	12 076 066	10 971 608

PASSIF en milliers d'euros	AU 30/06/2011	AU 30/06/2010
BANQUES CENTRALES, CCP.....	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 595 578	1 637 955
- A VUE.....	107 819	183 546
- A TERME.....	1 487 759	1 454 409
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	5 618 142	4 836 413
. COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL		
- A VUE.....	1 632 061	1 244 254
- A TERME.....	116 459	118 357
. AUTRES DETTES		
- A VUE.....	3 057 259	2 714 763
- A TERME.....	812 363	759 039
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	3 259 978	2 897 164
- BONS DE CAISSE	204 730	128 675
- TITRES DU MARCHE INTERBANCAIRE ET TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES.....	2 669 693	2 453 583
- EMPRUNTS OBLIGATAIRES.....	385 555	314 905
- AUTRES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE.		
AUTRES PASSIFS.....	99 461	105 196
COMPTES DE REGULARISATION.....	232 314	232 622
PROVISIONS.....	25 107	11 863
DETTES SUBORDONNEES.....	157 770	163 920
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX.....	19 957	9 302
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	1 067 760	1 077 172
- CAPITAL SOUSCRIT.....	743 719	743 719
- PRIMES D'EMISSION.....	142 964	142 964
- RESERVES.....	159 550	156 451
- ECART DE REEVALUATION.....		
- PROVISIONS REGLEMENTEES.....	4 396	4 524
- REPORT A NOUVEAU (+/-).....	3 100	15 688
- RESULTAT EN INSTANCE D'APPROBATION.....	-	-
- RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-).....	14 029	13 826
Total du passif	12 076 066	10 971 608

HORS BILAN

H O R S B I L A N	A U 30/06/2011	A U 30/06/2010
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>		
<u>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</u>		
ENGAGEMENTS EN FAVEUR D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	568 584	175 969
ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA CLIENTELE.....	695 465	503 298
 <u>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</u>		
ENGAGEMENTS D'ORDRE D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	34 207	2 765
ENGAGEMENTS D'ORDRE DE LA CLIENTELE.....	1 113 411	1 307 265
 <u>ENGAGEMENTS SUR TITRES</u>		
TITRES ACQUIS AVEC FACULTE DE RACHAT OU DE REPRISE.....		
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES.....	15 500	-
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>		
<u>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</u>		
ENGAGEMENTS RECUS D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	761 583	669 672
 <u>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</u>		
ENGAGEMENTS RECUS D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	1 061 051	995 734
 <u>ENGAGEMENTS SUR TITRES</u>		
TITRES VENDUS AVEC FACULTE DE RACHAT OU DE REPRISE.....		
AUTRES ENGAGEMENTS RECUS.....	1 621	200 000

COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE (Période du 01/01/2011 au 30/06/2011)

En milliers d'euros	Au 30 juin 2011	Au 30 juin 2010
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
+ INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	+ 189 533	+ 187 532
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	18 793	16 011
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	132 498	116 979
+ Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	37 940	36 979
+ Autres intérêts et produits assimilés	302	17 563
+ INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	- 85 771	- 77 939
+ Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	16 143	13 684
+ Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	22 432	17 037
+ Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	43 490	41 474
+ Autres intérêts et charges assimilées	3 705	5 745
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	+ 43 963	+ 43 140
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	- 40 563	- 39 460
+ Produits sur opérations de location simple	-	-
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat.	-	-
+ REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	+ 4 592	+ 4 022
+ COMMISSIONS (PRODUITS).	+ 38 761	+ 36 929
- COMMISSIONS (CHARGES)	- 14 555	- 13 340
+/- GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	- 158	910
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur titres de transaction	113	85
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations de change	191	275
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur instruments financiers	462	550
+/- GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILE	- 367	118
+ AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	+ 65	+ 136
+ Produits sur opérations de promotion immobilière	-	-
+ Autres produits	65	136
- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES	- 15	87
- Charges sur opérations de promotion immobilière	-	-
- Autres charges	15	87
+/- PRODUIT NET BANCAIRE	135 486	141 963
- CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	- 101 966	- 95 156
- Frais de personnel	54 414	51 898
- Autres frais administratifs	47 552	43 258
- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	- 352	- 268
+/- RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	33 168	46 538
- COUT DU RISQUE	- 6 603	- 26 311
+/- RESULTAT D'EXPLOITATION	26 565	20 227
+/- GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	- 386	43
+/- Gains ou pertes sur actifs corporels et incorporels	-	-
+/- Gains ou pertes sur immobilisations financières	- 386	43
+/- RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	26 179	20 271
+/- RESULTAT EXCEPTIONNEL.	-	-
- IMPOT SUR LES BENEFICES	- 8 073	- 6 612
+/- DOTATIONS/REPRISES DES FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES	- 4076	167
+/- Dotations/reprises des FRBG	- 4130	-
+/- Dotations/reprises provisions réglementées	54	167
+/- RESULTAT DE L'EXERCICE	14 029	13 826

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS au 30 juin 2011

en euros									
SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenu	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	CHIFFRE D'AFFAIRES DU DERNIER EXERCICE ECOULE	BENEFICE NET OU PERTE DU DERNIER EXERCICE ECOULE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE
A) <u>Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur excède 1% du capital de la société astreinte à la publication</u>									
I - <u>Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)</u>									
GIE-USCC	19 400 000	-	73,65%	17 146 500	-	-	36 714 648	457 000	-
BTP CAPITAL INVESTISSEMENT	14 073 752	1 978 712	79,42%	9 209 458	-	-	-	1 120 000	870 960
INTERCOOP	4 856 280	21 524 000	82,37%	21 532 525	-	-	27 563 903	2 592 000	1 200 000
INTER-COP LOCATION	4 573 800	5 206 619	90,08%	8 474 153	32 000 000	-	5 432	108 846	97 292
BATILEASE	9 065 280	26 092 123	94,89%	16 708 941	390 607 389	-	63 659 000	3 888 000	860 168
ECOFI INVESTISSEMENT	4 445 154	7 584 516	99,08%	21 779 604	-	-	-	-	-
BTP BANQUE	50 000 000	44 801 000	99,95%	24 056 080	100 028 997	-	51 332 258	7 440 000	3 998 151
II - <u>Participations (10% à 50% du capital détenu par la société)</u>									
ESFIN PARTICIPATIONS	31 251 738	4 400 158	16,11%	6 000 368	-	-	-	238 981	-
IRD - (EX SDR Nord-Pas-De-Calais)	44 274 913	69 615 927	17,38%	5 652 172	-	-	-	686 742	302 733
RHONE DAUPHINE DEV	10 495 808	11 858 365	25,50%	2 674 324	-	-	-	626 999	-
EDEL	60 833 300	1 459 000	33,94%	4 785 631	-	-	29 811 000	5 451 000	-
ESFIN	44 493 240	6 457 018	38,08%	18 159 754	-	-	-	250 941	-
B) <u>Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</u>									
I - <u>Filiales non reprises au § A</u>									
a) Filiales françaises (ensemble)				3 209 419	-	-			43 200
b) Filiales étrangères (ensemble)				8 198 936					
II - <u>Participations non reprises au § A</u>									
a) Sociétés françaises (ensemble)				5 218 832	-	-			10 297
b) Sociétés étrangères (ensemble)				-					

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Crédit Coopératif S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 août 2011

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Fabrice Odent
Associé

Paris, le 30 août 2011

SOFIDEEC Baker Tilly



Cyrille Baud
Associé



Jean-François Dermagne
Associé

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Prévisions ou estimations

L'Actualisation du Document de Référence 2010 ne contient pas de prévisions ou estimations au sens du Règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004.

Procédure judiciaire et d'arbitrage

Il n'existe pas, pour la période couvrant les douze derniers mois, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui serait en suspens ou qui menacerait le Crédit Coopératif et qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Crédit Coopératif et/ou du Groupe Crédit Coopératif.

Changement significatif de la situation financière de l'émetteur

Aucun changement significatif de la situation financière du Groupe Crédit Coopératif n'est intervenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

TABLE DE CONCORDANCE

En application des articles 28 du Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 et 212-11 du règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010,
- les comptes sociaux 31 décembre 2010,
- les rapports des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2010,
- le rapport de gestion du Groupe Crédit Coopératif.

Ces informations se trouvent présentés aux pages 104 à 207 et 40 à 103 du Document de Référence 2010 du Crédit Coopératif enregistré par l'AMF le 11 avril 2011 sous le numéro D.11-0274 et disponible sur le site internet du Crédit Coopératif (<http://www.credit-cooperatif.coop/informations-financieres/information-reglementee/>).

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004 (Annexe XI) :

Rubriques de l'annexe XI du Règlement (CE) n°809/2004	N° de page de la présente Actualisation	N° de page du Document de Référence 2010
1. Personne responsable	45	213
2. Contrôleurs légaux des comptes	45	199
3. Facteurs de risques	5 à 10	28 à 33, 84 à 95, 149 à 151
4. Informations concernant l'émetteur		6 à 11, 56
4.1. Histoire et évolution de la Société		6
5. Aperçu des activités		40 à 48
5.1. Principales activités		42 à 48
5.2. Principaux marchés		6 à 7, 38 à 42
6. Organigramme		10 à 11
6.1. Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	20 à 22	109 à 111
6.2. Liste des filiales importantes		10, 11, 57 à 60, 83
7. Information sur les tendances	11	96 à 97
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	43	212
9. Organes d'administration, de Direction et de surveillance		12 à 14, 18 à 26
9.1. Informations concernant les membres des organes, d'administration et de surveillance		12 à 14, 18 à 26, 68 à 76
9.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration, de Direction, et de Surveillance, et de la Direction Générale		20
10. Principaux actionnaires		146 à 148
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques		6, 77 à 83
11.2. États financiers		104 à 198
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles		200 à 207
11.4. Date des dernières informations financières		31 décembre 2010
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	12 à 42	98 à 100
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	43	212
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	43	212
12. Contrats importants		212
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts		212
14. Documents accessibles au public	1, 44	2, 57

PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU CONTROLE DES COMPTES

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2010 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente Actualisation du Document de Référence 2010 ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du document de référence 2009.

A Nanterre, le 21 octobre 2011

François DOREMUS
Directeur Général

CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit - Fiduciaire de France, représenté par Monsieur Fabrice Odent - 1, cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles, nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2007, mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013 appelée à statuer sur les comptes de 2012 ; et

SOFIDEEC BAKER TILLY, représenté par Messieurs Cyrille Baud et Jean-François Dermagne, 138 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris, nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2007, mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013 appelée à statuer sur les comptes de 2012.